

N° 20-2014

ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Enregistré au secrétariat général de l'assemblée le

10 MARS 2014

RAPPORT

**SUR LE PROJET DE LOI DU PAYS PORTANT RECONDUCTION DU REGIME D'EXONERATION
INSTITUE PAR LA DELIBERATION N° 92-6 AT DU 24 JANVIER 1992 MODIFIEE
EN FAVEUR DES ETABLISSEMENTS HOTELIERS CLASSES,**

*présenté au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la
fonction publique.*

par M^{me} Dylma ARO

*Représentante à l'assemblée de la Polynésie française,
Rapporteur du projet de loi du pays.*

Monsieur le Président de l'assemblée,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 1176/PR du 6 mars 2014, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de loi du pays portant reconduction du régime d'exonération institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée en faveur des établissements hôteliers classés.

Les articles 8 à 18 de cette délibération instituent un régime fiscal particulier en faveur des établissements hôteliers classés tels que définis par la délibération n° 2000-140 du 30 novembre 2000 modifiée, à jour du paiement de la redevance de promotion touristique.

Ce régime fiscal, prévu initialement de manière temporaire, a été reconduit tous les ans depuis 1992¹. Il fixe un principe général d'exonération de tous droits et taxes² pour toutes les marchandises et équipements importés par ces établissements, à l'exclusion de ceux énumérés limitativement, définis par référence à la nomenclature douanière. À titre d'exemple, sont exclus les produits alimentaires, les articles d'hygiène et de toilette, le linge de table, les véhicules automobiles de tourisme et les meubles en bois.

L'objectif visé par le législateur était de favoriser la rénovation permanente des établissements concernés afin qu'ils puissent offrir un hébergement touristique de qualité, d'alléger leurs charges d'exploitation et d'améliorer ainsi leur compétitivité au niveau international.

L'exonération accordée est plafonnée par année civile à un multiple du nombre de chambres fixé actuellement à 150 000 F CFP par chambre. Ce plafond, calculé par le service du tourisme, est fixé annuellement par arrêté en conseil des ministres.

L'article LP 1^{er} de la loi du pays n° 2008-11 du 25 août 2008 a prorogé ce régime qui est arrivé à échéance le 31 décembre dernier.

Il est proposé par conséquent, en accord avec le service du tourisme, de reconduire ses dispositions en l'état, dans l'attente des résultats des travaux de réflexion actuellement menés avec les professionnels concernés sur ses évolutions éventuelles.

Dans l'immédiat et selon les informations recueillies auprès du service du tourisme, cette mesure incitative représente une perte fiscale moyenne estimée sur la période 2008 à 2013 à 21,5 millions de F CFP par an pour un plafond moyen autorisé de 411 390 000 F CFP, soit 5,2 % du montant exonéré utilisé par ces établissements.

Pour l'année 2013, 23 établissements ont sollicité ce régime fiscal sur les 31 éligibles pour un montant total exonéré de 29 793 320 F CFP, soit 8,25 % du plafond global autorisé fixé à 363 600 000 F CFP.

Bien que cette détaxe soit relativement peu utilisée dans le contexte économique actuel en raison d'une diminution des importations réalisées, le dispositif bénéficie principalement aux hôtels de luxe (4 ou 5 étoiles) qui consomment 96 % du montant exonéré utilisé. En effet, ces établissements n'hésitent pas à procéder aux travaux de rénovation nécessaires par souci de maintenir ou d'augmenter un produit hôtelier de qualité afin de répondre aux exigences de leur clientèle.

Par ailleurs, sur les 15 dernières années, si le nombre d'hôtels a diminué (55 hôtels en activité en 1996 contre 45 en 2013), le nombre de salariés dans le secteur de l'hébergement touristique est passé de 2 898 à 4 172 à fin juillet 2013 sur la même période (cf. tableau récapitulatif du régime fiscal des établissements hôteliers classés joint en annexe).

¹ Délibérations n°s 2002-172 APF du 12 décembre 2002 et 2003-183 APF du 6 décembre 2003, lois du pays n°s 2006-12 du 12 avril 2006, 2006-23 du 26 décembre 2006 et 2008-11 du 25 août 2008.

² L'exonération porte sur l'ensemble des droits et taxes à l'exception de la TEAP, de la TCP, de la TSGTR, de la TVA, de la TDL, de la taxe de péage ou de la redevance aéroportuaire et de la PID.

Aussi, afin de ne pas accroître les difficultés actuelles de développement du produit touristique polynésien, notamment en termes de qualité de l'offre d'hébergement, il est proposé de maintenir cet avantage fiscal à l'importation qui s'inscrit dans le cadre des aides apportées par le Pays à ce secteur pour favoriser le tourisme.

Sur la base des statistiques d'importations 2013, la moins value fiscale attendue est estimée à 30 millions de F CFP.

* * * * *

Compte tenu de ces éléments, le rapporteur propose à ses collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique, d'adopter le projet de loi du pays ci-joint.

LE RAPPORTEUR

Dylma ARO

ANNEXE

TABEAU RECAPITULATIF - REGIME FISCAL DES ETABLISSEMENTS HOTELIERS

| | 1996 | 1997 | 1998 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| montant plafond | 447 850 000 | 312 600 000 | 383 600 000 | 494 250 000 | 455 850 000 | 396 900 000 | 400 200 000 | 444 600 000 | 413 400 000 | 409 200 000 | 389 550 000 | 363 300 000 |
| montant consommé | 139 559 187 | 152 487 942 | 180 004 740 | 35 698 775 | 49 376 504 | 29 767 500 | 8 263 193 | 21 289 248 | 27 520 297 | 31 587 148 | 18 771 309 | 29 973 320 |
| % consommation | 31,16% | 48,78% | 46,93% | 7,22% | 10,83% | 7,50% | 2,06% | 4,79% | 6,66% | 7,72% | 4,82% | 8,25 % |
| Nombre d'hôtels ayant utilisés le régime | 31 | 25 | 37 | 29 | 29 | | 14 | 24 | 23 | 23 | 20 | 23 |
| Nombre d'hôtels éligible au dispositif | 49 | 41 | 47 | 46 | 37 | 29 | 30 | 33 | 32 | 32 | 32 | 31 |
| Nombre d'hôtels en activité | 55 | 54 | 51 | 48 | 52 | 50 | 48 | 48 | 47 | 49 | 48 | 45 |
| Nombre de chambres | 3 075 | 3 012 | 3 021 | 3 161 | 3 436 | 3 358 | 3 355 | 3 229 | 3 027 | 3 137 | 3 076 | 2858 |
| taux de remplissage | 53,28% | 54,07% | 59,20% | NC | 62% | 57,40% | 53,30% | 46,50% | 52,30% | 53,70% | 56,80% | 51,50%(1) |
| flux touristique | 163 774 | 180 440 | 188 933 | 208 067 | 221 549 | 218 241 | 196 496 | 160 447 | 153 919 | 162 776 | 168 978 | 150 561 (2) |
| nombre de salariés | 2 898 | 3 085 | 3 494 | 4 302 | 4 823 | 4 697 | 4 447 | 4 390 | 4 178 | 4 124 | 4 063 | 4 172 (3) |

(1) Source ISPF - période janvier à novembre 2013

(2) Source ISPF - période janvier à novembre 2013

(3) Source ISPF - période janvier à juillet 2013



ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

LOI ORGANIQUE N° 2004-192 DU 27 FÉVRIER 2004

SESSION ADMINISTRATIVE

LOI DU PAYS

(NOR : DDII400068LP)

portant reconduction du régime d'exonération institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée en faveur des établissements hôteliers classés

L'assemblée de la Polynésie française a adopté le projet de loi du pays dont la teneur suit :

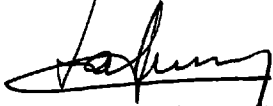
Travaux préparatoires :

- Avis n° n°80-2014/HCPF du 7 février 2014 du haut conseil de la Polynésie française ;
 - Arrêté n° 374 CM du 6 mars 2014 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
 - Examen par la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique le ;
 - Rapport n° 20-2014 du 10 mars 2014 de M^{me} Dylma ARO, rapporteur du projet de loi du pays ;
 - Adoption en date du 10 avril 2014 ;
-

Article LP 1.- Le régime d'exonération de droits à l'importation en faveur des établissements hôteliers classés, institué par les articles 8 à 18 de la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée, est rétabli pour la période s'écoulant entre la date de la promulgation de la présente loi du pays et le 31 décembre 2015.

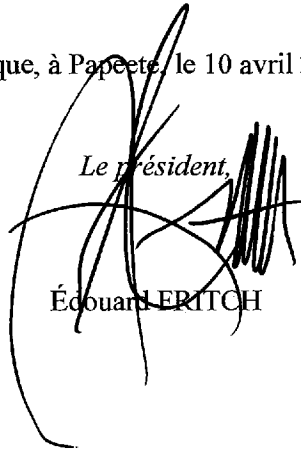
Délibéré en séance publique, à Papeete, le 10 avril 2014

Le secrétaire,



Loïs SALMON-AMARU

Le président,



Édouard ERITCH